

La culture et l'argent

Jamais autant de philanthropes ne se sont pressés sur la place de Luxembourg, avides de donner leur argent pour faire fructifier les talents. Nous sommes gâtés, gavés de culture. L'offre dépasse manifestement la demande. Nous n'avons qu'à étendre les bras pour ramasser la manne qui tombe du ciel. Les palais de la science sortent du béton comme les champignons après la pluie. Peut-on encore, dans ces conditions, soulever la question des relations entre la culture et l'argent sans être accusés de cracher dans la soupe, de mordre dans la main qui nourrit, de voler le pain des pauvres ?

Les artistes ont toujours été des mendiants, des bouffons. Hier, ils accomplissaient leurs pirouettes devant des empereurs fous, des cardinaux corrompus, des marchands de canon, pourquoi refuseraient-ils d'accomplir leurs salamalecs devant les barons de la finance ?

Claude Frisoni introduisit le colloque organisé par le Parti de la gauche européenne au Centre culturel de rencontre Abbaye de Neumünster sur le thème « Culture, argent, censure, 40 ans après mai 68 » en résumant l'intitulé par son abréviation : CAC 40. La culture réduite au cours de la Bourse. En mai 68, nous nous dressions contre le monopole public, devons-nous aujourd'hui considérer le service public comme un gage de diversité, la concurrence libre et non faussée étant invoquée pour supprimer les subventions au Théâtre de la Colline et opposer l'exception culturelle au tri par l'argent ?

Guy Wagner n'a jamais eu peur des mots. Selon lui, une véritable révolution culturelle a eu lieu au Luxembourg entre 1974 et 1979, quand Robert Krieps accéda au poste de ministre de la Culture au sein d'un gouvernement de centre-gauche. Avant Krieps, il n'y avait rien ; après Krieps, il n'y a pas grand-chose, à part peut-être Hennicot. Robert Krieps a décentralisé la culture, responsabilisé les communes, animé les amateurs. Wagner fit l'expérience du retrait de l'Etat et de l'arrivée des « 10 sponsors majeurs » avec la première année de la culture européenne. L'année culturelle de 2007 ne fait que confirmer cette absence de politique culturelle cohérente, elle ne laissera pas de traces.

La réplique vint du fond de la salle, où une exposition rappelait 40 ans d'art politique au Luxembourg¹. Les contenus politiques de cet art, qui s'exprimait par l'affiche, la caricature et la bande dessinée, peuvent paraître surannés et ringards, les formes explorées nous interpellent toujours par leur audace. Issues du mouvement étudiantin des années 1960, de la grève des lycéens de 1971 et des canulars de collégiens, elles avaient une double fonction, ludique et instrumentale, servaient à provoquer et à traduire en images. Ainsi naissait un imaginaire, un florilège, une mythologie, incompatible avec les prudences, les calculs et les compromis du centre-gauche.

Où est la révolution ? De quelle culture parlons-nous ? De cette culture pour le peuple qui reste si le privilège culturel est mis de côté ? La peinture du dimanche, la fanfare de village, la piété populaire, l'UGDA et le théâtre de scouts ? Une démocratisation de la culture sans une mise en question de ses formes et contenus ne conduira pas à la révolution culturelle, ni à l'avant-garde.

Michel Duffour était maire-adjoint de Nanterre, chargé de la Culture avant d'être secrétaire d'Etat à la Culture dans le gouvernement de centre-gauche de Jospin. Avec lui, c'est l'ombre des théâtres de banlieue, des festivals de musique et des

Henri
Wehenkel

Une démocratisation de la culture sans une mise en question de ses formes et contenus ne conduira pas à la révolution culturelle, ni à l'avant-garde.

maisons de la culture qui resurgit. Pour Duffour, 1968 n'était pas l'année de la césure et la participation gouvernementale du PCF a tout au plus freiné les évolutions régressives. Citant Jean Vilar, il rappelle que le théâtre populaire est une révolte populaire permanente. Avec Mitterrand, c'est la délégation du pouvoir et le clientélisme qui s'installent d'abord, puis la concurrence et la marchandisation, avec pour finir la « peopolisation », qui est la négation de la culture. Une renaissance culturelle suppose la restauration de la culture comme service public et la remobilisation de l'espace public autour d'une grande ambition politique et sociale.

La situation actuelle se résume par la phrase de Patrick Le Lay, le PDG de TV1, qui dit que son premier but est de rendre les cerveaux disponibles pour entendre de la publicité. Duffour cita aussi le rapport rédigé de concert par le PDG de Publicis, Lévy, et le président de l'Inspection générale des finances, Jouyet, qui se propose de combiner « la fatalité de la technologie et la fatalité de la financiarisation du monde », en mettant sur un même niveau la créativité, l'innovation, le design et la publicité en tant qu'« actifs immatériels », en transformant les universités et les musées en « marques », en flexibilisant les droits d'auteur liés à leur appropriation commerciale.

Alain Lefèbvre constate que l'approche économique de la mondialisation a conduit à négliger la question culturelle, qui est pourtant décisive pour toute démarche en vue d'un autre monde. A la place d'une censure bureaucratique s'installe une censure qui se propose la prise de contrôle sur l'homme dans son ensemble, une entreprise de formatage des esprits. La résistance est rendue plus difficile par le fait que le champ culturel est investi par les corporatismes et que les industries de loisir ont pris possession des principaux canaux de diffusion. L'expérience des années culturelles montre la prédominance d'une culture de l'événementiel et du marketing publicitaire et touristique.

Marlene Streeruwitz part d'une approche tout à fait différente, celle de la création individuelle, celle de la libération par la littérature. Il n'y a pas de culture en Autriche, il y a une culture de la représentation, une culture de l'attraction touristique. Les créateurs indépendants sont jetés dans la précarité, forcés de se transformer en esclaves de leurs commanditaires. L'art n'est pas un moyen de gagner de l'argent, il n'est pas un divertissement, mais il a pour but de changer la vie. J'écris parce que je souffre. J'écris pour respirer. La mondialisation capitaliste nous enferme, elle fragmente et compartimente. Chacun devient pour lui-même un « Kleinstaat », un Etat miniature. Nous retournons à l'Etat corporatif, à l'austro-fascisme qui veut nous ramener en-deçà de la Révolution française, nous retournons à des structures féodales.

La culture comme une libération permanente, comme un combat contre la censure ? Le slogan de mai 1968 – « il est interdit d'interdire » – n'est plus actuel dans une société où tout peut se dire, tout peut se vendre. La société ancienne rejetait, la société actuelle digère. Lucien Kayser constate le pullulement des musées privés, les prix des œuvres picturales explosent et les musées publics n'arrivent plus à suivre, le contenant prime de plus en plus sur le contenu. L'affaire Heller montre comment des édiles communaux suivent le courant en s'adressant au marché pour acheter du spectaculaire. Kayser se méfie pourtant autant de l'Etat tutélaire que du marché omnipotent.

Pour **Nico Reyland**, la composition musicale ne vit que par sa diffusion, qui est aux mains des décideurs publics ou privés. Le créateur n'est pas un expert pour la commercialisation de son produit, tout comme le commerçant n'est pas expert pour juger de la création. Faut-il se scandaliser du fait que la salle de la Philharmonie soit remplie à moitié par les clients d'une entreprise commerciale ? Reyland plaide pour un système mixte qui limite les abus possibles des deux systèmes et permette le retour à la condition d'artiste-citoyen.

Jean-Pierre Peuvion avait avec **Baudouin De Jaer** la tâche ardue de situer les enjeux au niveau de la musique. Les années soixante ont été ressenties par les musiciens comme un véritable séisme. Une chape de plomb a été soulevée. Tout était réglé, sérialisé, normé, compartimenté. Même l'avant-garde – Boulez, Stockhausen – se trouvait dans l'impasse. Le temps lui-même était saucissonné. Les interprètes étaient des singes savants qui ne faisaient qu'exécuter. 1968 était pour les musiciens belges le temps de l'improvisation, de la reproduction créatrice, de l'expérimentation, du dépassement des cloisons et des rôles. Le musicien est quelqu'un qui veut changer le monde.

Gabriele Gysi a connu la Volksbühne de la RDA avec Benno Besson et le théâtre de la RFA à Bochum ou à la Volksbühne de Castorf. Elle a vécu une situation privilégiée, celle d'un financement public qui englobe le théâtre dans le discours public. Une sélection des thèmes méritant d'être abordés s'opère au niveau de la programmation. Les contenus, « les situations de vie » sont marginalisés, les stars sont au centre de l'attention. Le véritable artiste ne cherche pas des applaudissements, mais le dialogue avec le public.

Les participants de la table ronde transfrontalière, qui réunissait les écrivains sarrois **Rainer Marx**, **Ralph Schock** et **Arnfried Astel**, et les Luxembourgeois **Colette Mart** et **Georges Hausemer**, s'accordent pour dire que le fait qu'un rédacteur fasse des choix éditoriaux n'est pas de la censure. Si on peut se faire publier par la concurrence... Le fait de recevoir des menaces de mort pour un

blasphème ne constitue pas un acte de censure s'il permet à son auteur d'accéder à des tirages inespérés. La censure, c'est quand on ne peut se faire entendre nulle part.

Colette Mart n'a jamais été censurée en 30 ans d'activité journalistique, elle n'en conclut pourtant pas qu'il n'y ait pas des formes d'autocensure ou de conspiration du silence plus subtiles et plus efficaces. Rainer Marx met le doigt sur les structures du pouvoir. Celui qui sort des chemins battus de la pensée unique sera écarté, il ne sera pas invité, donc il n'existera pas. Les médias feront le silence autour de lui. La censure existe au niveau des mécanismes de sélection. Arnfried Astel : Je peux dire ce que je veux, mes émissions ne seront pas remarquées. Le débat public n'en tiendra pas compte, à supposer qu'on puisse parler de débat. Ralph Schock : On a à faire à un mélange d'obéissance préventive (vorauseilender Gehorsam) et d'indifférence générale concernant les contenus culturels (Kulturlosigkeit).

Was fällt Ihnen zum Thema Zensur ein? A cette question de Marc Baum, Arnfried répond par une brillante improvisation sur l'inspiration. L'écrivain cherche la parole libre, trouver ce qu'on pourrait avoir à dire, ce qu'il a convenu de ne pas dire. Il veut échapper à la parole qui reproduit, répète et rumine, à la pensée toute faite. La censure, c'est quand on ne trouve plus rien à dire au mot de « censure ».

Pourquoi nos médias sont-ils aussi ennuyeux ? Pourquoi n'y a-t-il plus d'émissions culturelles avant 23 heures ? Pourquoi aucun média de masse n'arrive-t-il à échapper à l'uniformisation ? Antoine Lubrina analyse les mécanismes entrés en jeu lors de la mise au pas de Radio France Culture. Cette radio, créée au lendemain de la Libération, avait une fonction pédagogique, elle a été soumise au diktat de l'audience à tout prix. Au lieu de faire connaître ce que le public ne connaît pas, elle s'est mise à flatter les goûts du public, à suivre les modes et le prêt-à-porter, jusqu'à ne plus inviter que les auteurs déjà connus. Si la culture se reproduit en vase clos, en cercles de connivence, il n'y a plus de culture et il n'y aura plus d'autre monde possible.

A qui la faute ? Passivité du consommateur n'acceptant plus que des produits faciles à avaler et matraquage publicitaire d'une machine médiatique fonctionnant à vide se rejoignent et clôturent l'espace public. La culture du gratuit s'oppose à une défense des biens culturels inaliénables, assèche le paysage et empêche toute véritable concurrence. La culture a un prix et le créateur doit pouvoir vivre. L'Etat doit créer les conditions matérielles qui permettent la création. La syndicaliste Sabine Schöneburg l'a rappelé : Il n'y a pas d'art libre sans aide publique, sans service public de la culture.

Internet comme dernier atout ? Le blogueur portugais Daniel Oliveira et l'internaute luxembourgeois Joël Adamy ont souligné les possibilités d'Internet pour mettre en communication des créateurs et créer ainsi un espace public. La réalisation d'un film est à la portée de tout le monde et échappe ainsi au contrôle des industriels de la culture. Il ne faut cependant pas se faire d'illusions sur les moyens techniques existant déjà pour installer des péages sur les autoroutes de la connaissance et pour baliser cet univers encore sauvage, en utilisant toutes les peurs, du terrorisme et de la pédophilie.

Norry Schneider et Gert Gampe ont versé leurs contributions dans le cadre des ateliers du samedi après-midi. Il n'a pas été possible de rédiger et d'adopter un manifeste final, ce qui aurait risqué d'éliminer les différences d'appréciation qui ont fait la richesse du débat. Deux mots résumant par leur modestie tout l'enjeu du débat : exception culturelle et diversité culturelle. La culture n'est pas un produit comme les autres. La diversité est en danger au niveau de la culture. Nous n'avons jamais été si loins de 1968 et si proches de 1984. Ce qui veut dire qu'il y aura une suite.

¹ L'exposition « 40 ans d'art graphique politique au Luxembourg » sera également montrée du 23 mai au 7 juin à la Kulturfabrik à Esch/Alzette.



BUREAUTIQUE
ROSY WAGNER-BRAUCKMANN

NEU
EXKLUSIV
IN LUXEMBURG

„SITZFLÄCHE BEWEGT SICH
NACH VORNE,
NACH LINKS, RECHTS
UND NACH HINTEN
ÜBER DAS US-PATENTIERTE
DONDOLA SITZGELENK“

BUREAUTIQUE
ROSY WAGNER-BRAUCKMANN

27, rue de la Barrière / L-1215 Luxembourg
T. +352 44 88 08-1 / F. +352 44 88 08-99
www.wagner-brauckmann.lu / rosy@wagner-brauckmann.lu